

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 7 MARS 2018**

FN/LD

**OBJET : 1.2 - INVESTISSEMENTS – PERIMETRE PROTECTION CAPTAGES – POURSUITE  
PROCEDURE LOT 5 - ENGAGEMENT TRAVAUX**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

Etait absent :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

## **OBJET : 1.2 - INVESTISSEMENTS – PERIMETRE PROTECTION – CAPTAGES – FORAGES – PROCEDURE LOT 5 – ENGAGEMENT TRAVAUX**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Le 12 janvier 2010, le bureau syndical a délibéré pour engager l'opération de procédure d'instauration des périmètres de protection des 22 ressources du SEBA. L'ensemble des ressources à étudier a été découpé en six lots géographiques.

Un marché de prestations intellectuelles a été signé le 31 mai 2012 pour l'ensemble des six lots avec le bureau d'études techniques COHERENCE pour accompagner le SEBA dans ces procédures.

Sur la base des dossiers techniques produits par COHERENCE, des visites de terrains organisées par l'Agence Régionale de Santé (ARS) se sont tenues, en présence des hydrogéologues agréés désignés, sur l'ensemble des ressources syndicales de juillet 2013 à juin 2014.

L'état d'avancement des procédures pour le lot 5 est présenté ci-dessous :

Lot GEO	Point d'eau	Commune	Nombre de Point d'eau	AVIS	DELIBERATION (1) du BS - approbation rapport géol. - demande réalisation du dossier d'autorisation	Date remise rapport minute DUP	DÉLIBÉRATION (2) du BS - approbation dossier d'autorisation - demande de lancement de l'enquête publique
LOT 5	Captage de Nogier	Ribes	1	FAVORABLE	07/10/2014	10/06/2017	07/09/2017
	Captage de Mery	Saint André Lachamp	1	FAVORABLE	07/10/2014	10/06/2017	07/09/2017
	Forages Ile de Vernon	Joyeuse	3	FAVORABLE	10/02/2016	05/12/2017	11/12/2017
	Prise d'eau en rivière de Laboule	Valgorge	1	FAVORABLE	10/02/2016	05/12/2017	11/12/2017
	Captage de Privat	Faugères	1	FAVORABLE	07/10/2014	10/06/2017	07/09/2017

Pour les deux points d'eau objets du présent rapport, à savoir les forages de l'Ile de Vernon et la prise d'eau en rivière de Laboule, les hydrogéologues agréés désignés ont émis des avis « favorables » ; avis approuvés par le bureau syndical lors de sa séance du 10/02/2016. Les dossiers de demande d'autorisation des captages réalisés par le bureau d'études COHERENCE ont été approuvés par le bureau syndical lors de sa séance du 11/12/2017.

Ces dossiers reprennent les rapports géologiques et précisent les travaux de mise en conformité des captages. Ils ont été transmis à la délégation départementale de l'Ardèche de l'Agence Régionale de Santé de Rhône Alpes afin de demander l'autorisation d'utiliser l'eau des captages en vue de l'alimentation humaine, l'ouverture d'enquêtes parcellaires et l'ouverture d'enquêtes publiques préalables aux déclarations d'utilité publique relatives aux travaux de prélèvement et de dérivation des eaux et à l'instauration des périmètres de protection.

A ce jour, ils sont en cours d'instruction. Des projets d'arrêtés seront transmis par l'ARS prochainement.

### Travaux à engager

Le tableau suivant, issu du dossier de demande de DUP, présente les coûts prévisibles découlant de la procédure :

	Ile de Vernon	Laboule	TOTAL (€HT)
Acquisition foncière	4 110 €	1 500 €	5 610 €
Travaux de protection	52 000 €* <i>(à voir selon demande de l'ARS)</i>	10 000 €**	62 000 €
Autres travaux : système de neutralisation	90 000 €	Sans objet	90 000 €
Maîtrise d'œuvres, divers et imprévus	15 000 €	2 000 €	17 000 €
<b>TOTAL (€HT)</b>	<b>161 110 €</b>	<b>13 500 €</b>	<b>174 610 €</b>

\*Les travaux de protection comprennent notamment le débroussaillage des périmètres de protection immédiate, la réfection des puits, la réfection de la clôture, la mise en place de panneaux, etc.

\*\*Les travaux de protection comprennent notamment la mise en place de panneaux de signalisation et le contrôle régulier de l'étanchéité de la conduite d'assainissement de la station d'épuration des eaux usées de Valgorge.

Le coût total de ce programme est estimé à 174 610 € HT, dont 17 000 € HT de maîtrise d'œuvre et 62 000 € HT pour les travaux de protection, sur la base des besoins identifiés avant enquête publique.

Pour rappel, les dépenses sont prises en compte dans le cadre de l'AP/CP correspondante (autorisation de programme – crédits de paiement).

Le bureau syndical est amené à délibérer afin de :

- engager ce programme, complété par avenant si besoin en fonction de l'enquête publique ;
- autoriser le président à lancer la consultation de maîtrise d'œuvre ;
- fixer les critères de choix et pondération sur la base suivante :
  - valeur technique : 60 %
  - prix : 40 %
- autoriser le président à signer tous documents à cet effet.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL